

Transformer la colère et en action politique

par Graziella de Coulon, Lausanne

Qui entend encore résonner les cris des noyé.e.s au fond de la Méditerranée ? Ou ceux qui s'élèvent avec la fumée des bûches de Moria ? Ou de Libye, de Bosnie, des oublié.e.s en hiver sur des sentiers enneigés pas si loin de chez nous, dans des hangars de fortune, dans des forêts, sans aide aucune, sinon l'espoir des réfugiés que leurs cris puissent passer les frontières de l'inhumain.

J'avoue que moi aussi, je ne les entendais que de loin, ces temps-ci, occupée, comme beaucoup, à faire face aux contraintes de la pandémie. Comme si elle ne touchait que nous, ici ! Avec peut-être l'espoir qu'un peu de solidarité refasse surface à l'occasion des peurs partagées et des confinements.

Nous sommes toutefois bien obligés de constater que non, il n'y a pas eu d'arrêt dans la traque des réfugié.e.s, pas d'accueil, pas même de trêve des renvois. Hommes, femmes et enfants, ici aussi, crient toujours leur détresse dans le vide et la surdité politique.

Je fais partie d'un Collectif à Lausanne qui depuis des années cherche à faire entendre ce que finalement le plus grand nombre refuse d'entendre, les appels à l'aide. Nous les avons entendus et nous avons, pendant tout ce temps, essayé d'apporter de l'humanité à des réfugié.e.s qui sont arrivé.e.s dans le canton de Vaud. N'écouter que la force de notre solidarité, nous avons lutté, nous avons gagné des permis, mais aussi perdu des ami.e.s broyé.e.s par la machine à expulser. La liste est longue, mais nous n'avons oublié personne : *Kidest et le petit Amanil* renvoyés en Grèce, à la rue, sans secours aucun. Nous les aidons de loin, mais le chagrin est là de même que la

rage contre ce qui les a fait partir, enchaînés de force, un matin froid vers le néant. Nous entendons encore Amanil qui cherche ses jouets. Et puis, il y a eu *Abdoul*, jeune homme qui pendant 10 ans de vie à Lausanne a cru à la possibilité de mettre un terme à l'errance pendant laquelle il avait perdu ses parents. Il avait fait tout juste, appris la langue, travaillé, accepté toutes les vexations. En quelques jours, il s'est retrouvé, affaibli et seul, expulsé vers un pays qui n'était pas le sien et qui ne l'a pas voulu non plus. Il est mort dernièrement d'une maladie qui aurait très bien pu être soignée en Suisse.

Je ne veux pas faire une liste, je voulais simplement donner deux exemples. Tant d'autres sont devenus des dossiers avec la mention « renvoyé » dans les tiroirs de l'administration. Pas pour nous ! Les souvenirs de toutes ces personnes que nous n'avons pas réussi à sauver restent vifs et il est souvent difficile de s'y confronter. Ils alimentent notre révolte.

Seule la conviction que la justice, l'hospitalité, l'égalité de traitement sont les valeurs à revendiquer et à remettre à l'ordre du jour, surtout dans un pays qui se dit démocratique, nous donne la force de nous opposer régulièrement à la déshumanisation de la politique migratoire suisse.

Le 27 janvier 2021, des réfugiés éthiopiens ont été renvoyés de force en Éthiopie ! Ils avaient fui ce pays déjà dangereux pour eux. Maintenant, ils sont de retour dans un pays en guerre où insécurité, tortures et violences sont à l'ordre du jour. Quel gâchis ! Je suis en rage, nous sommes en rage. Nous accusons les autorités des cantons responsables de ces renvois, le Secrétariat à la Migration et la Conseillère fédérale responsable du département de l'Intérieur, de la mise en danger de la vie des réfugiés expulsés. Nous les accusons d'avoir fait la sourde oreille à toutes les mises en garde venues de toute part, de diverses ONG et même de l'ONU. Nous les accusons

d'avoir exposé la vie de ces personnes pour des questions de politique intérieure.

Essuyées nos larmes, notre détermination augmente quand nous constatons la violence exercée lors de ces dernières expulsions. La révolte s'organise, nous n'allons plus laisser de cris sans réponse. Transformer colère et rage en action politique est l'évidente réponse nécessaire, dès lors que la violence d'État s'en prend de cette façon inhumaine au droit d'asile, pourtant fondamental **des assises de la Suisse. Tu veux dire quoi : nous allons organiser des assises en Suisse.**

Ou... au droit d'asile pourtant fondamental pour des assises de la Suisse ?

Ou ?

Nous y sommes prêt.e.s et nous allons travailler encore pour que la liberté de mouvement soit reconnue pour ce qu'elle est, un fait de la condition humaine.